

réclama et nia à la Grande-Bretagne le droit de donner ainsi par traité à une puissance étrangère la propriété du peuple de Terre-Neuve, et, de fait, brava l'acte du gouvernement impérial. Eh bien ! cela n'est pas seulement indigne de nous comme nation, mais c'est une preuve du danger qui peut survenir pour les colonies si le gouvernement impérial n'est pas convenablement renseigné sur de pareils sujets. Or, après un examen attentif de tous les traités faits à cet effet, nous ne pouvons nous empêcher de croire que Terre-Neuve avait raison."

Il est évident que si la confédération avait existé à cette époque, l'Angleterre n'aurait pas agi ainsi sans nous consulter ; mais on se disait alors : " Ce sont des Canadiens, des gens de colonies," etc, et comme nous étions séparés, il fallait bien nous soumettre ; nos droits n'étaient pas sauvegardés comme ils le seront lorsque nous serons unis. Sous la confédération, l'Angleterre nous consultera dans toutes les affaires qui nous intéresseront ; et nous pourrions nous faire entendre à Londres d'une manière utile. Et pour preuve, écoutons le même publiciste :

" Voici une autre question, qui affecte spécialement le Canada. Dans le cours de l'année dernière, le subside de £178,340 par année, payé aux steamers Cunard, voyageant entre Liverpool et les Etats-Unis, a été renouvelé pour une nouvelle période de six ans par le gouvernement impérial. Un autre subside postal de £78,000 vient d'être accordé par le gouvernement impérial à une nouvelle ligne de steamers entre Galway et les Etats-Unis, cette fois encore sans consulter les intérêts de l'Amérique Britannique du Nord. C'est là une très grande injustice, surtout pour le Canada, car cette province a affecté une somme considérable pour l'ouverture de voies de communication par eau dans la vallée du Saint-Laurent, et ses canaux deviennent sans valeur parce qu'ils ont à lutter contre les routes des Etats-Unis encouragées par un subside du gouvernement impérial de près de £300,000 par année ; tandis que, d'un autre côté, le Canada ne reçoit aucune aide du gouvernement impérial, mais est obligé de subventionner une ligne à lui (pour amener une mince part du commerce) au montant de £50,000 par année."

Si toutes les provinces de l'Amérique Britannique du Nord avaient alors été unies sous un même gouvernement, l'on nous aurait dit que le gouvernement avait l'intention de faire ce traité et nos droits auraient été respectés ; mais comme nous n'étions qu'une simple colonie, et qu'il y avait beaucoup d'intérêts en jeu, nous n'avons pu rien faire pour nous protéger. Je ne veux pas fatiguer la chambre de citations, mais j'espère qu'elle me permettra de citer un autre auteur qui,

tout en montrant combien les objets d'ambition pour les habitants des colonies sont restreints, prouve que, bien que sujets anglais, nous sommes presque des étrangers en Angleterre :

" Ici encore, dit-il, la contiguïté des colonies aux Etats-Unis suggère des comparaisons désagréables. Dans cette grande république, le champ ouvert à l'entreprise et aux ambitions personnelles est immense ; et bien que les récompenses promises aux succès dans les plus hautes régions de la société ne soient pas, en règle générale, aussi grandes que sous les gouvernements monarchiques, quelques-unes (des récompenses mises à la portée de tous,) dans ce pays, sont d'un ordre très élevé. Plus d'un Américain de l'Amérique Britannique du Nord a pu voir personnellement, sur le côté américain de notre frontière, des individus qu'il savait lui être inférieurs, sous le rapport des talents naturels, de l'éducation, de la richesse et de la position sociale, élevés après une courte période à la présidence de cette république, position qui le rendait l'égal des plus grands monarques de l'Europe. D'un autre côté, cet américain britannique ne pourrait raisonnablement élever ses aspirations même au poste de gouverneur de sa province natale ; et, s'il allait en Angleterre, toute l'influence qu'il pourrait exercer ne lui procurerait probablement pas une présentation à sa Souveraine."

Cela ne prouve-t-il pas que la position d'un Canadien ou d'un autre habitant des colonies, en Angleterre, est une position d'infériorité ? Cette infériorité, nous voulons la faire cesser en présentant le plan de la confédération soumis à la chambre. L'hon. membre pour Hochelaga a dit que la confédération n'avait pas été demandée par le peuple, mais que c'était seulement le plan de politiciens aux abois. Il avait sans doute en vue, en parlant ainsi, le vote de censure qu'il proposait l'an dernier contre le ministre TACHÉ-MACDONALD. Après tous les efforts qu'il avait pu faire contre le gouvernement, il n'avait rien trouvé de mieux que de lui reprocher un acte commis ou supposé commis cinq ans auparavant par un autre gouvernement ; et, par ce moyen, il avait réussi à renverser le ministère. Le résultat du vote provoqué par l'hon. membre a été bien différent de ce qu'il espérait : ça été la coalition et le plan de confédération qui est soumis aujourd'hui. L'hon. membre dit que le peuple ne l'a pas demandée. Mais quand le gouvernement est venu annoncer à la chambre que la base du nouveau gouvernement était la confédération des provinces, les hon. membres de l'opposition n'ont pas déclaré que la mesure était mauvaise. Au contraire, la grande majorité des membres